



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service eau, nature et biodiversité
Unité gestion des procédures environnementales

Installations classées pour la protection de l'environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du **- 5 OCT. 2020** PORTANT MISE EN DEMEURE
société JOSSO - ZI de Bolin - Le Roc Saint-André 56460 VAL D'OUST
- scierie industrielle -

Le préfet du Morbihan
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret du président de la République du 10 juillet 2019 nommant M. Patrice FAURE, préfet du Morbihan ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2015, portant création de la commune nouvelle de Val d'Oust ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 février 2014, autorisant la société JOSSO à exploiter une scierie, ZI de Bolin dans la commune du Roc Saint-André ;

Vu le rapport d'analyse du Laboratoire départemental d'analyse du Morbihan du 17 juillet 2020 ;

Vu le rapport de l'inspection du 11 août 2020, faisant suite à la visite d'inspection réalisée sur le site de la société JOSSO à Val d'Oust le 9 juillet 2020 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 11 août 2020 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant que les résultats de l'analyse montrent que les rejets des eaux pluviales issues du site sont non-conformes ;

Considérant que les rejets de l'entreprise présentent un impact sur l'environnement ;

Considérant que les effluents rejetés dégagent une forte odeur, présentent une coloration modifiant celle du milieu récepteur et comportent des matières flottantes ;

Considérant que dans ces conditions, il y a lieu de faire application des dispositions prévues par l'article L. 171-8 code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La société JOSSO, dont le siège social est situé ZI de Bolin – Le Roc Saint-André 56460 Val d'Oust, autorisée pour l'exploitation d'une scierie, est mise en demeure de respecter **dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 24 février 2014 :

- article 4.3.8 « valeurs limites d'émission des eaux pluviales et des eaux de lavage »,
- article 2.1.1 « objectifs généraux »,
- article 4.3.6 « caractéristiques générales de l'ensemble des rejets ».

ARTICLE 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction compétente dans les conditions de l'article R.421-1 du code de justice administrative, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 4 – Information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L.171-7 et au I de l'article L.171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, et le maire de Val d'Oust sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le - 5 OCT. 2020

Le préfet

Pour le préfet, par délégation,
Le Secrétaire Général,

Guillaume QUENET

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le sous-préfet de Pontivy
- Mme le maire de Val d'Oust
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne – UD 56
- Mme la directrice de la société JOSSO – ZI de Bolin – Le Roc Saint-André 56460 Val d'Oust